



VILLE DE LA GARENNE-COLOMBES

LE JOURNAL OFFICIEL

**DE LA GARENNE-COLOMBES
NUMÉRO 70 – Mars 2009**

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 mars 2009

Ordre du jour :

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil du 4 mars 2009.

I - Administration générale

Finances

1.1 - Budget Primitif 2009 - Débat d'orientation budgétaire.

II - Divers

2.1 - Décisions.

2.2 - Questions orales.

La séance du Conseil Municipal est ouverte, à 19 heures, sous la présidence de Philippe Juvin, Maire de La Garenne-Colombes.

M. le Maire

Mes chers amis, allons-y !

Je vous donne communication des délégations de vote : M. de Boutray arrivera en retard et, en attendant, donne délégation à M. Houtart, M^{me} Raimbault à M^{me} Juvin, M. Dubois à M^{me} Mangeard, M. Dransart à M. Chaillet, M. Pinta arrivera en retard et, en attendant, M^{me} Lioret a son pouvoir, M^{me} Vingerling à M. Butet, M. Citerne à M^{me} Labrousse, M^{me} Kalfon à M^{me} Fommarty, M. Graux arrivera en retard et donne délégation à M^{me} Thimel, M. Ballin, également en retard - il vient de nous appeler -, à M. Barraquand, M^{lle} Haberah à M. Pouilly et M^{me} Bavcevic à M. Macé.

Secrétaire de séance, j'ai la candidature d'Odile Roussillon.

Avez-vous d'autres candidats ? Pas d'autre candidat.

Tout le monde est d'accord pour M^{me} Roussillon ?

(Les élus acquiescent.)

Toutes mes félicitations, Madame Roussillon !

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil du 4 mars 2009.

M. le Maire

Sur le PV du 4 mars, avez-vous des questions ? *(Aucune.)*

Nous passons au vote.

Qui est contre ? Quatre voix. Qui s'abstient ? Qui est pour ? Adopté à la majorité.

31 voix pour : M. JUVIN, Mme LABROUSSE, M. HERVO, Mme ROUSSILLON, M. PERREE, Mme MARGARIA, M. HOUTART, Mme JUVIN-MARLEIX, M. DE BOUTRAY, Mme RAIMBAULT, MM. DUBOIS, CHAILLET, Mme MANGEARD, M. DRANSART, Mme VAUSSOUÉ, MM. BUTET, POUILLY, Mme LIORET, M. PINTA, Mmes de BELLABRE, THIMEL, VINGERLING, FOMMARTY, GAILLABAUD, M. CITERNE, Mme KALFON, MM. GRAUX, BALLIN, BARRAQUAND, Mlle HABERAH, M. CONWAY.

4 voix contre : M. BILLARD, Mme BAVCEVIC, M. MACE, Mlle NATUREL.

Je vous remercie.

Le point suivant, enfin, c'est la séance elle-même, l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour.

Juste avant de commencer, car sinon, je vais oublier, je vais donner la parole à Jean-Pierre Hervo qui a une communication très courte à vous faire.

Monsieur Hervo ?

M. Hervo

Je voulais porter à la connaissance de nos collègues du Conseil Municipal et tout particulièrement de ceux qui font partie de la commission d'appel d'offres, qu'après avoir regardé les propositions relatives au marché d'enlèvement des ordures ménagères et de nettoyage - M. Billard ne sera pas surpris de mon propos - et avoir constaté qu'elles étaient peu conformes, si j'ose dire, aux attentes et aux prévisions budgétaires que nous avons pu faire par extrapolation des dépenses actuellement constatées depuis le début du marché Sita, M. le Maire a pris la décision de déclarer l'appel d'offres sans suite.

Le marché en cours va donc être prolongé d'une année, comme c'est prévu dans les clauses contractuelles, ce qui va nous laisser un peu plus de temps pour réfléchir à cette situation qui mérite une analyse sérieuse.

Voilà donc la raison de l'annulation sans commentaire de notre séance de demain.

Voilà ce que je voulais porter à votre connaissance.

M. le Maire

Merci infiniment, Monsieur Hervo.

Y a-t-il des questions sur ce point ?

Monsieur Billard ?

M. Billard

Non, simplement remercier M. Hervo pour cette communication.

M. le Maire

D'accord.

I - Administration générale

Finances

1.1 - Budget Primitif 2009 - Débat d'orientation budgétaire.

M. le Maire

Je prends le point à l'ordre du jour. Il s'agit de la suite du DOB que nous avons eu la dernière fois.

Je vous ai adressé un certain nombre de documents ; je suis certain que vous les avez reçus, il n'y a pas de raison. Ceux-ci sont évidemment plus complets ; ils ont été écrits à la lumière d'un certain nombre d'éléments que nous avons échangés la dernière fois.

Je serai beaucoup plus succinct dans ma manière de présenter les choses, puisque j'avais fait déjà une présentation assez large la dernière fois de l'environnement économique général que l'on pourrait qualifier de difficile, des concours de l'État aux collectivités territoriales avec les évolutions de ceux-ci que vous avez déjà eues en présentation la dernière fois et les quelques éléments importants en matière de prospective, en particulier l'importance, selon nous, d'aborder la question du plan de relance et de voir dans quelle mesure nous ne pourrions pas participer, d'une manière ou d'une autre, à l'effort qui est mené, en particulier par l'État, au titre de ce plan de relance.

C'est pour cela que vous trouverez des orientations assez fortes en matière d'investissement, l'idée étant à la fois de participer au plan de relance et d'en tirer les avantages que sont la participation, le fait que nous puissions toucher le fonds de compensation de la TVA de manière anticipée avec un investissement qui serait suffisamment important.

Dans les documents qui vous sont donnés, il est fait référence aux grandes masses budgétaires des comptes administratifs, page 4, depuis quatre années, qui vous sont rapportées.

Vous pouvez observer les autofinancements qui restent confortables à La Garenne-Colombes. Je vous invite, à l'occasion, à comparer ces autofinancements aux autofinancements obtenus des Villes voisines, ces autofinancements étant la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement ; vous observerez que nous sommes à des taux assez satisfaisants.

Cet autofinancement nous permet, en accord avec une augmentation des emprunts qu'il nous faudra fixer et qui est possible parce que nous sommes très peu endettés aujourd'hui et en accord avec une augmentation de la fiscalité que je vous proposerai d'adopter de la manière la plus adaptée possible, c'est-à-dire, en réalité, le curseur le plus modéré tout en répondant aux objectifs d'investissement lourds que nous nous fixons... Je vous rappelle que la Ville se classait en 2008 au 11^e meilleur rang sur les 34 communes des Hauts-de-Seine en ce qui concerne la taxe d'habitation et au 13^e meilleur rang pour le foncier bâti. Parallèlement, il est vrai que l'assiette fiscale augmente : 9,79 % pour la taxe d'habitation, 9,53 % pour la taxe professionnelle l'année dernière et on peut espérer une augmentation de ces bases encore cette année.

L'état de la dette vous est donné en page 6, avec un ratio de désendettement en 2009 de l'ordre d'un an ; l'encours de la dette exprimé en années d'autofinancement est égal à un an, c'est-à-dire comment nous pourrions rembourser la dette sur la base de notre autofinancement si nous décidions de consacrer tout l'autofinancement à ce remboursement.

Je vous rappelle et vous redis ce que j'avais dit la dernière fois : l'état de notre dette ne comprend pas d'emprunt toxique et comprend une très grande majorité d'emprunts à taux fixe, ce qui, en période de houle financière et bancaire, est un avantage certain.

Je vous rappelle, parce que je ne peux m'empêcher de vous rappeler, que quand on m'a reproché de ne pas être assez audacieux en matière d'emprunt il y a un an, je pense que rétrospectivement, nous avons été plus que prévoyants, puisqu'à l'heure où nous devons lancer les grandes opérations d'investissement pour la Ville et participer à cet effort de plan de relance, nous bénéficions d'une bonne marge de manœuvre ; je pense que nous pourrions alors bénéficier de taux les plus avantageux possible.

Je vous propose également de faire un point sur le document que je vous ai apporté, page 8, sur les dépenses de fonctionnement qui se fixent un objectif d'augmentation de 0 %, hors charges de personnel puisque celles-ci augmentent du fait du GVT, mécaniquement - vous n'y pouvez rien - et du fait de la création des postes qui a été acceptée par le Conseil Municipal au cours de cette année, avec un certain nombre de postes que nous avons créés l'année dernière, qui n'ont pas été pris en année pleine et qui le seront cette année.

Enfin, je rappelle qu'il va y avoir l'ouverture de nouveaux équipements qui nécessiteront la création de postes supplémentaires.

Tous ces éléments nous conduisent à une augmentation des dépenses de fonctionnement la plus maîtrisée possible, qui progresse d'environ 3 % par rapport au BP 2008 pour une inflation prévue à... celui qui saura me dire gagnera le cocotier.

La dépense de fonctionnement s'établira à environ 40 millions d'euros ; les différents postes vous sont décrits, avec, avant tout, pour 21,1 millions, 8 % d'augmentation, les frais de personnel, le reste étant à zéro.

Concernant les intérêts de la dette, les frais financiers devraient croître à nouveau l'an prochain, parce que tout cela est lié à la poursuite du programme d'équipement et de son plan de financement qui est équilibré par l'emprunt.

Dans les dépenses sociales, page 9, la question de la petite enfance pèse assez lourd sur notre budget, ainsi que la question des personnes âgées et de la solidarité. Je vous rappelle qu'il est intéressant de noter que pour la première fois dans notre exercice, le nombre de personnes âgées qui touchent l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie) et qui restent à domicile est supérieur au nombre de personnes âgées qui touchent l'APA et qui sont en établissement. Toute personne âgée qui demande un investissement important de la Ville pour les aider à rester à domicile. On ne va pas s'en plaindre, faciliter le maintien à domicile a toujours été une de nos priorités, mais en termes budgétaires, cela aura un poids qu'il nous faut assumer comme nous assumons d'autres dépenses.

À eux seuls, le scolaire, les dépenses pour les familles, le social, la santé, la salubrité et le logement représentent 13,8 millions d'euros ; « *jeunesse, culture, sports* » : 7,6 millions d'euros. On voit qu'on a un budget très tourné vers toutes les questions de solidarité prises dans l'acceptation large avec le logement.

L'autofinancement garantit une situation financière saine. On peut imaginer que l'autofinancement brut pourrait être aux alentours de 4 millions et l'autofinancement net, c'est-à-dire le brut moins la dette en capital, de 3 048 000 euros, ce qui n'est pas mal ; c'est notre capacité à financer des investissements, 3 millions, sans recours à l'emprunt.

L'évolution des ressources qui vous est présentée page 10 correspond à la fois aux produits de services et de gestion courante, aux produits des impôts et des taxes ; nous nous sommes fixé l'objectif d'une augmentation des taux d'imposition qui nous permette de rester dans la première moitié des Villes du département.

Le produit de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères est prévu à 3,6 millions d'euros, soit une augmentation de 5 % du taux qui passe de 7,68 % à 8 %.

Je veux quand même vous faire remarquer un point important. Comme vous l'a dit Jean-Pierre Hervo tout à l'heure, les coûts de l'enlèvement et du traitement des ordures ménagères ne font qu'augmenter. En effet, la société prise dans l'acceptation large a fait le choix - finalement, il faut s'en féliciter pour les générations futures, mais nous devons aussi porter ce choix - du traitement le plus coûteux de recyclage des ordures ; cela a un coût. On ne peut pas, d'un côté, demander une société plus propre et plus protectrice de l'avenir et, en même temps, ne pas vouloir la payer ; tout cela a un coût. C'est probablement une des raisons qui expliquent que le marché d'enlèvement des ordures ménagères - nettoyage de la ville, mais particulièrement les ordures ménagères - a augmenté d'une manière si significative que nous avons décidé de rendre l'appel d'offres infructueux.

Concernant les autres principales taxes, la taxe sur l'électricité, 0,5 million d'euros, les droits de stationnement et, enfin, la taxe additionnelle sur les droits de mutation que nous avons prévue en diminution parce qu'évidemment, les taux de mutation vont baisser cette année ; nous l'avons inscrite à 1,4 million d'euros cette année. Pour votre compréhension totale du sujet, sachez que le Département des Hauts-de-Seine prévoit une moindre recette de 150 millions d'euros cette année sur les seuls droits de mutation. On voit bien que la chute des droits de mutation liée à la crise va forcément impacter les collectivités territoriales, nous, mais encore plus les Départements qui ont leurs recettes très assises sur cette recette.

Concernant les dotations versées par l'État, la dotation globale de fonctionnement va augmenter de l'ordre de 5 % en 2009, parce que nous avons gagné des habitants ; nous passons de 24 000 à 27 000 habitants, ce qui nous permet d'avoir une recette supplémentaire ; personne, je crois, n'ira s'en plaindre auprès des services de l'État qui sont, comme vous le savez, des services extrêmement généreux.

Au budget 2009, page 11, je vous indique que nous souhaitons, ce qui avait fait l'objet d'un débat il y a trois semaines, comme vous le savez, prévoir un effort d'investissement important. Nous prévoyons d'inscrire 16,5 millions d'euros au programme d'investissement, avec des travaux de voirie, des travaux d'éclairage public, des travaux dans les écoles, des travaux dans les centres sportifs et des travaux dans les espaces verts essentiellement, la poursuite des investissements lourds que sont la Médiathèque, les investissements dans le cadre de la ZAC et dans le cadre des rénovations scolaires.

Nous inscrirons un certain nombre de ces opérations en AP/CP pour la première fois et si le programme est très légèrement inférieur aux dépenses d'équipement affichées en 2008, il s'inscrit aussi dans le cadre des AP/CP. Or, comme vous le savez, les AP/CP incluent uniquement les travaux réalisés sur l'année ; c'est pour cela que nous avons moins à inscrire, c'est-à-dire qu'en théorie, quand vous n'êtes pas en AP/CP, vous devez inscrire la totalité la première année de la dépense, alors même que la dépense ne sera réalisée que sur quelques années ; en revanche, quand vous êtes en AP/CP, vous ne pouvez inscrire que la dépense prévue dans l'année ; c'est donc une source de rationalisation budgétaire, je crois, vertueuse.

Enfin, nous inscrirons quelque chose comme 120 000 euros pour le centre aquatique, quelque 126 000 euros pour un programme d'entretien des bâtiments communaux et quelque 30 000 euros pour les questions d'accessibilité de voiries communales.

En ce qui concerne les recettes, nous inscrirons 9,9 millions d'euros d'emprunt, les 3,6 millions d'euros d'autofinancement dont je vous ai parlé au début, les 1,75 million d'euros de remboursement par l'État du fonds de compensation de la TVA ; je rappelle que là-dessus, vous avez 850 000 euros au titre du remboursement anticipé, 1,1 million d'euros au titre des subventions que nous espérons pour la Médiathèque, le CTM, le Mastaba, la rue du Moulin-Bailly, le PLD et la TLE à 494 000 euros et une petite soule qui nous sera remboursée par nos collègues de Bois-Colombes, puisque, comme vous le savez, nous avons avancé l'argent pour la rénovation du Moulin-Bailly et Bois-Colombes, dans son immense générosité, nous remboursera, cette année, de l'argent que nous leur avons avancé l'année dernière.

Le budget d'assainissement ne pose pas de problème majeur ; c'est un petit budget. Il présente une section de fonctionnement de 327 000 euros et une section d'investissement de 599 000 euros. Il sera équilibré par l'excédent reporté de 2008 de 261 000 euros, ce qui permet de ne pas inscrire d'emprunt nouveau sur 2009.

Pour 30 000 euros, nous inscrirons une maîtrise d'œuvre en matière d'aménagement de la rue Voltaire pour les travaux ; vous savez qu'il est prévu que nous refassions la rue Voltaire et avant de la refaire, il faut nous intéresser aux réseaux ; nous commencerons par les réseaux cette année.

Voilà, mes chers collègues. Que vous dire de plus par rapport à ce que je vous avais dit il y a deux semaines ? Que ce budget s'inscrit d'abord dans un renouveau des procédures ; c'est la première fois que nous travaillons avec Bernard Chaillet en AP/CP et en budget base zéro, c'est-à-dire 0 % d'augmentation du budget de fonctionnement hors personnel, ce qui témoigne d'un effort fait par les services que je veux absolument remercier, avec, en même temps, la volonté de répondre à des besoins structurants par un investissement important. Nous sommes si importants que l'État a décidé de nous reverser, conformément à la loi, le FCTVA à deux reprises déjà.

Dans le cadre de la modernisation des collectivités, le recours à ces autorisations de programme alliera annualité budgétaire et vision pluriannuelle, c'est-à-dire que l'on pourra inscrire dans la durée des projets sur quelques années et nous n'aurons qu'à inscrire le budget à dépenser dans l'année ; c'est une sorte de feuille de route politique qui sera ainsi présentée, plus qu'une feuille de route comptable, au Conseil Municipal.

En ce qui concerne l'emprunt, je vous ai expliqué que nous avons la possibilité de tirer l'emprunt, ce que je vous engage à faire, et nous inscrirons - nous verrons réellement si nous avons besoin de le tirer - 9,9 millions d'euros, emprunt qui est un emprunt d'équilibre, bien entendu.

Enfin, nous proposons d'augmenter la fiscalité locale. Tout cela nous permet à la fois de trouver des marges de manœuvre financières et de rester dans les Villes, je crois, les plus modérément imposées et endettées des Hauts-de-Seine.

Voilà les quelques éléments que je voulais porter à votre connaissance. Vous avez la parole, pour ceux qui souhaitent la prendre.

Qui veut la parole ?

Monsieur Conway, bonsoir.

M. Conway

Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir chers collègues.

Nous avons fait l'effort, lors de la dernière séance, d'exploiter le peu d'éléments fournis et émis nos observations.

Au vu du document fourni, nous n'avons rien à rajouter et attendons des renseignements plus précis pour prendre notre décision.

M. le Maire

Merci, Monsieur Conway.

Quelqu'un veut-il la parole ? Pas d'autre prise de parole sur ce débat d'orientation budgétaire ?

Monsieur Macé ?

M. Macé

Mes chers collègues, bonsoir.

Je voudrais juste constater que vous avez transformé cette commission municipale en réunion du Conseil Municipal, comme vous l'aviez décidé unilatéralement le 4 mars dernier.

Nous avons l'habitude avec M. Chaillet, quand nous nous réunissions avant le vote du budget, qu'il y ait une commission municipale où l'on nous présentait le budget, le document.

Je constate que ce soir, on ne nous présente pas le budget, mais on continue le débat d'orientation budgétaire. Faudrait-il en déduire que nous n'aurons pas de commission municipale chargée des finances, comme on en avait l'habitude, de présentation du budget 2009 ? Est-ce de cette façon que vous avez décidé de nous présenter, cette année, le budget primitif 2009 ?

M. le Maire

Monsieur Macé, l'affaire était assez simple.

Je reprends un peu l'histoire... M. Conway avait légitimement émis la volonté de participer à cette commission. L'année dernière, je lui avais dit, bien entendu, que nous l'attendions avec plaisir et qu'il assisterait, comme il le souhaitait, à cette commission.

Il se trouve que juridiquement, on est sur des bases un peu fragiles. Compte tenu de l'appétence d'un certain nombre - pas seulement ici, d'une manière plus large - à saisir facilement les juridictions sur tel ou tel point, j'ai voulu, au plan juridique, que nous soyons plus qu'orthodoxes. Il n'est donc pas possible de faire assister quiconque qui n'en fait pas partie à la commission.

C'est pourquoi j'ai proposé, avec la meilleure volonté possible, que nous puissions nous réunir ce soir avec le seul point en question à l'ordre du jour, pour que vous puissiez, les uns et les autres, en parler tranquillement avec la durée.

C'est aussi simple que cela.

Maintenant, si vous le souhaitez, cela ne pose aucun problème, le Conseil Municipal aura lieu la prochaine fois et nous discuterons, comme nous l'avions d'ailleurs fait dans le passé, Monsieur Macé, les années précédentes - plusieurs fois, cela nous était arrivé -, cela prendra un peu plus de temps, mais c'est ainsi. Finalement, nul n'en ignorera ; nous aurons une discussion ligne après ligne, si vous le souhaitez, il n'y a aucun problème ; je le trouve tout naturel.

Monsieur Conway, je vous en prie.

M. Conway

Vous prenez des airs très dégagés pour annoncer cela ; je vais prendre un air très dégagé pour lire ce que vous avez dit.

Quand vous exposiez la proposition, je vous ai dit : « *Cela signifie qu'il y aura un Conseil supplémentaire d'ici le 24 mars ?* » ; vous m'avez répondu : « *Sur le sujet du DOB uniquement, à moins qu'un sujet d'ici là...* ». Je vous dis alors : « *Sur le sujet du budget*

primitif ? » et vous me répondez négativement. » Je reprends la parole : « Parce que la dernière fois, la commission des finances s'était réunie en préalable du Conseil Municipal du 24 ; cela permettait de pouvoir aller dans le détail du budget, au-delà du délai réglementaire des cinq jours, de pouvoir poser des questions de détail sans revenir dessus en Conseil Municipal. Je voulais m'assurer que c'est bien le même genre de réunion que celle-là ». Vous me répondez : « Oui, mais ce sera en situation plénière, puisque c'est la seule manière que nous avons trouvée pour vous y inviter, Monsieur Conway ».

Je suis désolé de constater que ce soir, vous ne respectez pas ce qui était prévu, à savoir une commission des finances dans laquelle le budget primitif était disponible et dans laquelle chacun posait des questions, de la majorité comme de l'opposition ; cela permettait ensuite, en Conseil Municipal, d'arriver sur un débat qui n'allait pas jusqu'au chapitre X, Y pour comprendre ce qu'il y avait derrière ces sommes.

Vous pouvez dire ce que vous voulez ce soir, ce n'est pas ce qui était prévu dans le PV du dernier Conseil Municipal.

M. le Maire

Monsieur Conway, quand vous prenez le document que je vous ai adressé, vous avez un document extrêmement précis, où l'on vous explique le budget.

J'imagine que vous êtes un grand spécialiste, comme moi - je le dis de manière ironique, parce que je ne le suis pas -, de l'architecture comptable des budgets des collectivités territoriales, mais permettez-moi de vous dire que l'on m'y reprendra à faire ce que nous avons fait.

Nous avons voulu faciliter le travail des élus en expliquant quasiment ligne après ligne, en tout cas pour les plus grosses, ce que signifiait le budget.

Pendant très longtemps, à La Garenne-Colombes, et c'est encore le cas dans beaucoup de Villes, il y a eu une présentation du budget sous forme comptable ; on vous donnait le budget avec seulement les lignes ; après, chacun se débrouillait et essayait de comprendre ce qui se passait. De vous à moi, j'ai été conseiller municipal à votre place dans cette assemblée ; c'était incompréhensible.

Nous avons donc trouvé plus intelligent de faire en sorte de vous envoyer un document, plutôt que de vous envoyer des tableaux budgétaires que nous verrons à la prochaine séance, qui vous explique avec des phrases, un sujet, un verbe, des compléments, ce que vous trouverez dans le budget. On vous dit précisément : « *Le produit de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères est prévu à 3,6 millions d'euros, soit une augmentation de 5 % du taux qui passe de 7,62 % à 8 %, afin de couvrir le contrat de prestations de 3,4 millions et les frais de personnel afférents à l'enlèvement des ordures ménagères* ».

Auparavant, quand vous lisiez le budget, vous voyiez : « *TEOM : 8 %* » et il fallait se débrouiller avec cela et comprendre ce qu'il y avait derrière.

Je trouve que le document que l'on vous a apporté est un document précis. Il n'y a pas tout, bien entendu ; sinon, il serait aussi incompréhensible que le budget lui-même, mais il y a les très grandes masses et les masses moyennes. Je trouve que cette affaire est quand même beaucoup plus intelligente et respectueuse du droit des conseillers.

Maintenant, je vous mets très à l'aise, Monsieur Macé. Si vous souhaitez - je vous fais la proposition - que l'on tienne une commission des finances, malheureusement sans M. Conway pour les raisons que j'ai dites, ancienne formule d'ici le prochain Conseil, je veux bien le faire ; il n'y a aucun problème. Je pensais plus intelligent de faire ce qu'on fait ce soir, mais si vous le souhaitez, Monsieur Macé, je vous le dis en toute simplicité, il n'y a aucun problème, on peut l'organiser, mais vous comprendrez bien que ce sera avec vous mais que je ne peux pas inviter des personnes qui n'en sont pas membres.

J'ai encore là l'arrêt de la cour administrative d'appel de Marseille 2003 : « *La composition d'une commission municipale ne peut pas être modifiée au cours de son existence* ».

Monsieur Macé, je vous fais la proposition.

M. Conway

Pouvez-vous donner les références ?

M. le Maire

Cour administrative d'appel Marseille, 31 décembre 2003.

Je vous fais une proposition très simple, Monsieur Macé ; le souhaitez-vous ?

M. Macé

Je vais vous répondre...

Je voudrais tout d'abord remercier les services de la mairie...

M. le Maire

Je crois que vous pouvez.

M. Macé

... du travail qui a été fourni avec les éléments qui nous ont été adressés.

Je pense d'ailleurs que la plus grande partie de ces éléments aurait déjà pu nous être adressée certainement à la précédente séance, ce qui aurait d'ailleurs enrichi le document et nous aurait permis d'avoir des éléments complémentaires qui sont intéressants dans le document que vous nous avez adressé.

En termes de méthode, on pourra développer pour les années qui viennent ce type de présentation de document qui, c'est vrai, s'assimile maintenant de plus en plus à de véritables éléments pour débattre des orientations budgétaires. Je voudrais le souligner ce soir et qu'on persévère dans cette voie pour les prochains budgets.

Par ailleurs, par rapport à votre proposition, Monsieur le Maire, il est vrai qu'on commence à être dans des délais de plus en plus courts par rapport au prochain Conseil, avec différentes manifestations d'ici ce Conseil.

Je demande juste, non pas de réunir la commission des finances...

M. le Maire

Si M. Chaillot est d'accord, on peut le faire.

M. Macé

... que si j'ai quelques questions, je me permettrai de les envoyer par mail à M. Chaillot et certainement à M. Lieberherr pour avoir une réponse, afin de nous permettre de comprendre encore mieux les éléments que vous nous avez adressés, je suppose, dès demain.

M. le Maire

Sans problème, Monsieur Macé.

Encore une fois, si Bernard Chaillot en est d'accord, nous pouvons convoquer la commission, d'une manière un peu rapide, bien entendu. Encore une fois, s'il y a une demande expresse d'un des membres du Conseil Municipal sur le sujet, on le fait.

Je vous remercie, Monsieur Macé, des paroles que vous venez de dire concernant le document qu'on vous a adressé ; vous avez la courtoisie de reconnaître que le document est clair. C'est un document clair qui permet de comprendre ce qu'il faut comprendre en termes de choix politiques, parce qu'au fond, le budget n'a pas d'intérêt si c'est un document purement comptable ; le budget a un intérêt quand c'est un document politique. À travers le document qui a été envoyé aux élus, nous avons essayé de montrer le sens politique ; il est vrai que cela a été fait très bien par l'administration ; merci infiniment.

Monsieur Chaillot, je pense qu'on en reparlera à la fin de la séance. On va voir si on peut quand même la faire...

Je vous en prie, Monsieur Chaillot.

M. Chaillot

Je suis d'accord, si vous voulez une réunion de la commission des finances, pour la faire.

M. le Maire

Ecoutez, Monsieur Chaillot, on va quand même essayer de le faire avec le budget ; ce sera très bien.

Merci infiniment !

Monsieur Conway ?

M. Conway

Je comprends très bien que vous soyez satisfait avec vous-même de la décision que vous avez prise, il n'y a pas de problème là-dessus, qu'à partir de la lecture politique que vous faites, le budget n'a qu'une importance relative par rapport à la synthèse que vous faites, mais permettez-nous de faire nous aussi une approche politique à partir du même document.

M. le Maire

Qui entendez-vous par « nous » ?

M. Conway

Nous, les gens qui n'ont pas accès au budget primitif.

M. le Maire

Permettez-nous de ?

M. Conway

Je vais être très précis... Des gens ont l'information, alors que d'autres ne l'ont pas. Le « nous », ce sont les gens qui n'ont pas l'information ce soir et qui, d'habitude, l'avaient.

M. le Maire

Quelle information supplémentaire ?

M. Conway

Le budget primitif à partir duquel vous extrayez la substantifique moelle pour tirer des conclusions, des sommes, etc. Vous tirez des conclusions et un axe politique, soit, mais permettez-nous, à partir de ce même document, de pouvoir construire notre conclusion, qui sera la même ou pas, selon les chapitres et selon les budgets.

M. le Maire

Qui vous refuse la capacité à prendre une position sur le budget, Monsieur Conway ? Je ne comprends pas bien...

M. Conway

Le prochain Conseil Municipal a lieu le 24. Ce soir, vous avez encore une journée pour remettre officiellement, dans les cinq jours francs avant le Conseil, le budget primitif...

M. le Maire

Oui.

M. Conway

Je présume qu'il est déjà imprimé...

M. le Maire

Oui, il est imprimé.

M. Conway

Ce soir, vous ne le remettez pas, donc vous jouez un jeu qui, pour moi, paraît un peu curieux.

Par ailleurs, vous nous obligez à correspondre par mail avec Bernard Chaillet...

M. le Maire

Non, Monsieur Conway, on va faire les choses très simplement, on va convoquer la commission et ainsi, il n'y aura pas de souci.

J'ai souhaité, aujourd'hui, faire les choses intelligemment ; cela m'apprendra à faire les choses intelligemment ; il faut le savoir ; on apprend tous les jours.

Une commission sera convoquée et ce sera parfait. J'ai essayé de vous être agréable, Monsieur Conway, je m'aperçois que cela ne sert à rien.

M. Chaillet

Monsieur le Maire, il n'y a pas de Conseil Municipal le 24, que je sache. Il a lieu le 31.

M. Macé

La date vient de changer ; vous nous aviez annoncé le 24 mars, Monsieur le Maire.

M. le Maire

On me dit que c'est le 31.

M. Macé

Dont acte, mais nous l'apprenons.

M. le Maire

Moi aussi.

(Rires.)

M. Macé

Il faut suivre.

M. le Maire

Si vous saviez, on n'est pas grand-chose, Monsieur Macé.

Donc on prend acte.

Merci infiniment de ce débat.

II - Divers

2.1 - Décisions.

M. le Maire

N° 2009/42 : Contrat avec l'orchestre Yves Bousson - Club de danse pour les thés dansants.

N° 2009/43 : MAPA - Location d'une machine à plier et à mettre sous plis avec la société Mail Finance, représentant la société Néopost.

N° 2009/44 : Contrat avec International Show Parade pour La Garenne en fête et en musique.

N° 2009/45 : Contrat avec l'association Collectivision pour la location de 5 films DVD pour le cycle Ciné-Club des 13, 14 et 15 mars 2009.

N° 2009/46 : Contrat avec Théâtre-France pour un concert du kiosque.

N° 2009/47 : Contrat avec la compagnie Les Wagonnets pour la représentation des « voilà voilà ».

N° 2009/48 : Contrat avec l'association Pomme d'Or pour La Garenne en fête et en musique.

N° 2009/49 : Marché d'entretien des bâtiments communaux - travaux de peinture, sols souples, faux-plafonds.

M. le Maire

Avez-vous des questions sur une machine à plier, un club de danse, un Show Parade, la location de cinq films DVD, la compagnie des Wagonnets, le contrat Théâtre-France, la Pomme d'Or et l'entretien de bâtiments communaux ? *(Aucune.)*

Merci, mes chers collègues.

2.2 - Questions orales.

M. le Maire

Pas de questions orales, donc je vous dis au 31.

La séance est levée à 19 heures 35.